

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**JEUNESSE ET PROMESSE RÉPUBLICAINE - FONCTIONNEMENT
5ÈME RAPPORT POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	6
Règlement d'intervention "Mise en place d'un concours Chanté Nwel en Île-de-France"	7
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	15
ANNEXE 1 - Avenant à la convention triennale du Centre Hubertine Auclert	16
ANNEXE 2 - Partenariats renforcés "Lutte contre les discriminations"	20
ANNEXE 3 - Fiche projet "Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants"	37

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Centre Hubertine Auclert, Centre Francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes

1.1 Affectation du solde de la subvention

Le présent rapport vise à affecter un montant de **255 000 €** au « Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes/hommes ». Cette affectation correspond au deuxième versement de la subvention de 850 000 € inscrite au budget 2023. Elle intervient dans le cadre de la convention triennale d'objectifs et de moyens (2021-2023) signée avec l'organisme, adoptée par délibération n° CP 2021-054 du 21 janvier 2021, et fixant les objectifs suivants :

- Animer une plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes
- Renforcer le réseau des acteurs franciliens de l'égalité femmes-hommes
- Promouvoir l'éducation à l'égalité des filles et des garçons
- Lutter contre les violences faites aux femmes à travers l'Observatoire régional des violences faites aux femmes.

Cette affectation s'inscrit dans la politique régionale en matière d'égalité femmes-hommes conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022.

En conséquence il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de 255.000 € disponibles à partir du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme HP 341-001 « Egalité femme/homme et violences faites aux femmes », action 13400102 « Centre de ressources égalité femmes/hommes – ORVF » vers l'action 534001026 « Centre de ressources égalité femmes/hommes – ORVF », programme RE341-001 « Egalité femme/homme et violences faites aux femmes », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes » du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

1.2 Aide exceptionnelle

La région Île-de-France souhaite apporter un soutien exceptionnel d'un montant de 100 000 € au Centre Hubertine Auclert, dans un contexte de transition de gouvernance et d'évolution à apporter dans ses axes d'intervention (offre de formation, observatoire régional des violences faites aux femmes...).

Cette dépense est nécessaire afin de permettre au Centre Hubertine Auclert de mener à bien les évolutions attendues sur la gouvernance et les objectifs déclinés à l'article 1 de la convention triennale d'objectifs et de moyens adoptée par délibération n°CP 2021-054 du 21 janvier 2021 modifiée par délibérations n°CP 2021-329 du 22 septembre 2021 et n°CP 2023-027 du 25 janvier 2023.

L'avenant n°3 afférent vous est présenté en annexe n°1 à la délibération.

Il modifie également la convention triennale d'objectifs et de moyens sur les articles 2.4 relatif aux obligations relatives au recrutement de stagiaires et d'alternant, et 2.8 relatif aux obligations de communication, conformément aux délibérations n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée, et n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité.

Cette affectation s'inscrit dans la politique régionale en matière d'égalité femmes-hommes conduite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2021-2027 approuvé par délibération n° CR 2021-068 du 21 septembre 2021.

Enfin, les propositions d'affectation figurant dans le présent rapport excédant de 100 000 € le montant de la dotation budgétaire disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme RE 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 534001026 « Centre de ressource égalité femmes / hommes – ORVF », il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement disponibles à partir du Chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-002 « Jeunesse et vie associative », action 13400201 « Jeunesse et expression citoyenne » du budget 2023.

2. Soutien à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de partenariats renforcés, il vous est proposé d'accorder deux subventions d'un montant total de **100 000 €** à la **LICRA** et à la **Fondation Le Refuge**, au titre du dispositif de « soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », adopté par délibération cadre n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée. Les conventions et les fiches projets vous sont présentées en annexe 2 à la délibération.

3. Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants

Un appel à projets a été initié au cours de l'année 2022 au titre du dispositif « Soutien à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants », adopté par délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 modifiée. Par délibération CP N° 2023-099 du 29 mars 2023, la Commission Permanente a décidé d'attribuer des subventions pour un montant de 342 800 € en faveur de 30 associations. Le présent rapport vise à proposer une subvention complémentaire pour un montant de **6 000 €**. Cette opération vous est présentée en annexe 3 à la présente délibération.

Cette nouvelle affectation porte à 348 800 € le montant total alloué à 31 projets associatifs de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants pour l'année 2023.

Cette affectation s'inscrit dans la politique régionale en matière d'égalité femmes-hommes conduite dans le cadre du Contrat de Plan Etat-région 2021-2027 approuvé par délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022.

En conséquence, il sera procédé à un transfert pour un montant de 6 000 € d'autorisations d'engagement disponibles à partir du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme HP341-001 « Egalité femme/homme et violences faites aux femmes », action 13400101 « Lutte contre les discriminations » vers l'action 534001016 « Lutte contre les discriminations », programme RE341-001 « Egalité femme/homme et violences faites aux femmes », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes » du chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

4. Les Chanté nwel en Île-de-France

4.1 Modification du règlement d'intervention

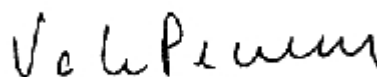
Il vous est proposé de délibérer sur un règlement d'intervention actualisé « Mise en place d'un concours Chanté nwel en Île-de-France » visant principalement à ouvrir la possibilité à deux associations de coorganiser un évènement Chanté nwel. Le règlement d'intervention modifié vous est présenté en annexe au présent rapport.

4.2 Affectation pour l'organisation

Il est proposé d'affecter en autorisation d'engagement un montant de **50 000 €** pour l'organisation du concours « Les Chanté nvel en Ile-de-France » et d'un « Chanté nvel régional ». Les dépenses afférentes à cette opération sont les suivantes : indemnisation du prestataire en charge de l'organisation du concours et frais logistiques liés au « Chanté nvel régional » et à la réception de la remise des prix.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESE

ANNEXE AU RAPPORT

Règlement d'intervention "Mise en place d'un concours Chanté Nwel en Île-de-France"

MISE EN PLACE D'UN CONCOURS CHANTÉ NWEL EN ÎLE-DE-FRANCE

REGLEMENT D'INTERVENTION

Version consolidée résultant des modifications suivantes :

- délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018
- délibération CP 2019-335 du 18 septembre 2019
- sous réserve d'adoption : délibération n° CP 2023-318 du 21 septembre 2023

Introduction

Par la mise en place d'un concours « Chanté Nwel en Île-de-France », la Région offrira aux Franciliens un nouvel événement particulièrement fédérateur. Il s'agit d'organiser un concours annuel dans la tradition antillaise issue des périodes de l'esclavage colonial, ouvert aux associations et labellisé région Île-de-France.

1. Objectifs

Avec plus de 800 000 ultra-marins vivant en Ile-de-France, ces temps de rencontres festifs visent à créer des liens entre tous les Franciliens, à faire découvrir la culture créole, à favoriser une citoyenneté commune et à valoriser les initiatives autour du partage de cultures. Les indicateurs de réussite de l'opération intégreront le nombre d'organismes engagés dans le Chanté Nwel.

2. Descriptif des actions éligibles

Les actions subventionnables consistent en l'organisation de spectacles de chants de Noël traditionnels antillais par les associations participantes au concours cité en introduction.

Elles seront sélectionnées par un prestataire que la Région aura désigné en charge de l'organisation du concours, dès lors qu'elles respectent la charte que celui-ci aura élaboré en lien avec la Région.

3. Bénéficiaires éligibles

Les bénéficiaires des dotations et des prix forfaitaires sont des associations de la loi du 1er juillet 1901, dont l'activité consiste à pratiquer le chant choral de tradition de Noël Antillais.

4. Durée des projets

La mise en place du concours, jusqu'à la remise des prix, se déroulera de septembre à février de l'année suivante.

5. Modalités de financement

Les dossiers complets adressés sur la plateforme des aides régionales seront instruits par les services régionaux.

Chaque structure participante, sélectionnée pour ses qualités artistiques avec le prestataire de la Région, se verra octroyer une indemnité (ci-après dénommée « dotation ») de 300 €, dans la limite de 150 structures maximum.

Ces dotations doivent permettre aux bénéficiaires de faire face aux contraintes organisationnelles et logistiques de la mise en place d'un tel événement.

Deux associations au maximum peuvent déposer leur candidature pour organiser un même projet. Dans cette hypothèse, chacune des deux associations co-organisatrices dépose sa candidature sur la plateforme régionale et se voit attribuer une dotation de 300 €.

Les dotations attribuées aux participants respectant le cadre de la charte du concours sont forfaitaires. Elles seront attribuées par la présidente du Conseil régional en application de son pouvoir d'exécution de la présente délibération.

A l'issue du concours, les lauréats seront désignés et recevront un prix visant à récompenser le travail et l'investissement pour les meilleurs « Chanté Nwel en Ile-de-France ».

Les prix attribués aux lauréats du concours désignés par le jury régional sont forfaitaires. Ils se décomposent comme suit : 3.000 € au 1er lauréat, 2.000 € aux deux 2èmes lauréats, 1.000 € aux trois 3èmes lauréats et 500 € aux huit 4èmes lauréats.

Dans l'hypothèse où le Chanté Nwel primé est organisé par deux associations, le montant du prix est partagé par les deux associations co-organisatrices selon une clé de répartition définie dans leurs dossiers de candidature.

6. Contrôle et évaluation du soutien régional

La Région désignera un prestataire chargé d'organiser le concours et de participer à l'élaboration d'une charte rappelant les objectifs et modalités de mise en place du concours.

Un jury régional, composé du Vice-président du secteur, de 5 conseillers régionaux et de 5 personnalités qualifiées reconnues pour leur expertise du chant choral, sera constitué et désignera les quatorze lauréats du concours « Chanté Nwel en Île-de-France » selon les modalités définies par cette charte.

7. Engagements des candidats

Les structures participantes devront signer, à l'occasion de leur première candidature au dispositif, la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Les bénéficiaires soutenus au titre du présent règlement d'intervention ne sont pas soumis au respect de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux stagiaires.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

JEUNESSE ET PROMESSE RÉPUBLICAINE - FONCTIONNEMENT

5ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L4221-1 du CGCT ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L115-1 du CASF ;

VU le code des marchés publics ;

VU la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU la loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 portant sur la lutte contre les discriminations ;

VU la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité ;

VU la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;

VU la loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CR 08-16 modifiée du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » modifiée ;

VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée portant sur le soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 modifiée relative au soutien régional aux radios locales d'Île-de-France et à l'organisation d'un concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2021-054 du 21 janvier 2021 portant sur les discriminations, les violences faites aux femmes et enfants, l'égalité femmes-hommes, le centre Hubertine-Auclert, les quartiers populaires et la citoyenneté ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-243 du 22 juillet 2021 relative à la lutte contre les discriminations, citoyenneté, vie associative et quartiers populaires ;

VU la délibération n° CP 2021-329 du 22 septembre 2021 portant sur le Centre Hubertine Auclert, la lutte contre les discriminations, citoyenneté, vie associative et quartiers populaires ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CP 2021-434 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien régional aux radios locales et à la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, à la citoyenneté et aux chantés en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative à l'adoption du Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-027 du 25 janvier 2023 portant sur la Jeunesse et la promesse Républicaine – fonctionnement – 1er rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-099 du 29 mars 2023 portant sur le soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-318 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer au **Centre Hubertine Auclert**, Centre francilien pour l'égalité femmes-hommes, une deuxième affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **255 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme RE 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 534001026 « Centre de ressource égalité femmes / hommes – ORVF » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 6 « Egalité entre les femmes et les

hommes », sous-volet 61 « Observation et diagnostic des inégalités », projet 6101 « Observation et diagnostic des inégalités ».

Article 2 :

Décide d'attribuer au Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes-hommes, une aide exceptionnelle de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Approuve l'avenant n°3 à la convention triennale d'objectifs et de moyen entre la Région Ile-de-France et le Centre Hubertine Auclert, Centre Francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes adoptée par délibération n°CP 2021-054 du 21 janvier 2021 modifiée par délibérations n°CP 2021-329 du 22 septembre 2021 et n°CP 2023-027 du 25 janvier 2023, présenté en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant susmentionné et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme RE 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 534001026 « Centre de ressource égalité femmes / hommes – ORVF » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 6 « Egalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 61 « Observation et diagnostic des inégalités », projet 6101 « Observation et diagnostic des inégalités ».

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », au financement des associations « **LICRA** » et « **Le Refuge** » dans le cadre de partenariats renforcés pour la mise en place des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Approuve les conventions de partenariat renforcé présentées en annexe 2 à la présente délibération, à passer avec les associations « LICRA » et « Le Refuge ».

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions susmentionnées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Égalité entre les femmes et les hommes », programme HP 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 13400101 « Lutte contre les discriminations » du budget 2023.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum

prévisionnel de **6 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-434 du 19 novembre 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **6 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme RE 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 534001016 « Lutte contre les discriminations » du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 6 « Egalité entre les femmes et les hommes », sous-volet 63 « Sécurité des femmes dans l'espace public et accueil des femmes victimes de violence », projet 6301 « Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et égalité femmes-hommes ».

Article 5 :

Modifie comme suit le règlement d'intervention « Mise en place du concours Chanté Nwel en Île-de-France », approuvé par la délibération CR 2017-121 du 21 septembre 2017, puis modifiée par les délibérations n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 et CP 2019-335 du 18 septembre 2019 :

Article 4 modifié : *« La mise en place du concours, jusqu'à la remise des prix, se déroulera de septembre à février de l'année suivante ».*

Article 5 - Ajout de trois alinéas : *« Les dossiers complets adressés sur la plateforme des aides régionales seront instruits par les services régionaux. ».*

« Deux associations au maximum peuvent déposer leur candidature pour organiser un même projet. Dans cette hypothèse, chacune des deux associations co-organisatrices dépose sa candidature sur la plateforme régionale et se voit attribuer une dotation de 300 € ».

« Dans l'hypothèse où le Chanté Nwel primé est organisé par deux associations, le montant du prix est partagé par les deux associations co-organisatrices selon une clé de répartition définie dans leurs dossiers de candidature ».

Article 6, alinéa 2 modifié : *« Un jury régional, composé du Vice-président du secteur, de 5 conseillers régionaux et de 5 personnalités qualifiées reconnues pour leur expertise du chant choral, sera constitué et désignera les quatorze lauréats du concours « Chanté Nwel en Île-de-France » selon les modalités définies par cette charte ».*

Article 7, alinéa 1 modifié : *« Les structures participantes devront signer, à l'occasion de leur première candidature au dispositif, la Charte Régionale des valeurs de la République et de la laïcité. »*

Article 6 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-002 « Jeunesse et vie associative », action 13400201 « Jeunesse et expression citoyenne » du budget 2023, pour l'organisation du concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » et d'un « Chanté Nwel » régional.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, dans le cadre de démarrage anticipé de projets, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - Avenant à la convention triennale du Centre Hubertine Auclert

AVENANT A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

**Entre la Région Ile-de-France et le Centre Hubertine Auclert,
Centre Francilien de ressources pour l'égalité femmes hommes**

Avenant n°3 à la convention N°CP 2021-054

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023, ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :

dont le statut juridique est : Centre Francilien de ressources pour l'égalité femmes hommes, association loi 1901, domiciliée au 2, Rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente, Madame Marie-Pierre BADRE, ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

PREAMBULE :

La région Île-de-France souhaite apporter un soutien exceptionnel d'un montant de **100 000 €** au Centre Hubertine Auclert, dans un contexte de transition de gouvernance et d'évolution à apporter dans ses axes d'intervention (offre de formation, observatoire régional des violences faites aux femmes...).

Dès lors, il est proposé de modifier les termes de la convention triennale d'objectifs et de moyens, adoptée par délibération CP 2021-054 du 21 janvier 2021 et modifiée par les avenants n°1 et 2, respectivement adoptés par les délibérations n° CP 2021-329 du 22 septembre 2021 et n° CP 2023-027 du 25 janvier 2023 conclue entre le Centre Hubertine Auclert (CHA) et la Région Ile-de-France.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

L'article 2.4 est modifié sur le recrutement de stagiaires et d'alternants :

« En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, le bénéficiaire s'engage à publier 2 offres de stages ou d'alternance sur stages.iledefrance.fr. »

L'article 2.8 est modifié sur l'obligation en matière de communication :

« Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite. »

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La disposition suivante est rajoutée à l'article 3.2.1 de la convention initiale :

« Exceptionnellement en 2023 une affectation complémentaire de 100 000 € sera accordée. Le paiement de cette somme sera effectué sur présentation des mêmes pièces demandées dans le cadre du paiement d'un acompte ».

L'article 3.2.1 est modifié sur l'imputation budgétaire requise :

« Cette subvention est imputée sur le chapitre 933, « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 341 « Egalité entre les femmes et les hommes », programme RE 341-001 « Egalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 534001026 « Centre de ressource égalité femmes / hommes – ORVF » du budget 2023. »

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.
Il prend fin au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de la convention triennale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 6 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale adoptée par délibération n° CP 2021-054 du 21 janvier 2021, les avenants n°1 et n°2 précédemment adoptés par les délibérations n° CP 2021-329 du 22 septembre 2021 et n° CP 2023-027 du 25 janvier 2023 et le présent avenant.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen sur Seine,

Le
Pour le bénéficiaire
(signature et cachet)

Le
Pour la Région Ile-de-France,
Pour la Présidente du Conseil Régional

ANNEXE 2 - Partenariats renforcés "Lutte contre les discriminations"

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT RENFORCE**N°2023-318-01****Dossier n°23006768****Au titre du Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 784451684 00020
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 42 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Mario STASI, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR100-16 modifiée du 22 septembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : accompagner les victimes de discrimination raciale et former les professionnels pour stopper les pratiques discriminatoires (référence dossier n°23006768).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 36,87 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 135 600,00 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Cette demande d'avance peut être effectuée dans la limite de 40% de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est précisé, pour tous les bénéficiaires, que le compte-rendu d'exécution narratif devra détailler la réalisation de l'action : le mode d'évaluation et les indicateurs utilisés, la méthodologie appliquée pour atteindre l'objectif attendu, les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires directs et indirects, et une évaluation de son impact. Ce

compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom...).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France
La Cheffe du service Jeunesse, Citoyenneté et Lutte contre les discriminations du
Pôle des Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Sécurité

Madame Catherine BRUN

Le

Le bénéficiaire
LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM
Monsieur Mario STASI, Président

DOSSIER N° 23006768 - Accompagner les victimes de discrimination raciale et former les professionnels pour stopper les pratiques discriminatoires

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 933-341-65748-134001-300

Action : 13400101- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	135 600,00 € TTC	36,87 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LICRA LIG INTER CONTR RACISM ANTISEM
Adresse administrative : 42 RUE DU LOUVRE
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mario STASI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagner les victimes de discrimination raciale et former les professionnels pour stopper les pratiques discriminatoires

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet de la LICRA pour lutter contre les discriminations s'articule autour de 3 axes principaux :

1/ Accompagner les victimes d'actes racistes et antisémites en réalisant, en plus des permanences téléphoniques, des permanences physiques sur plusieurs lieux en Ile-de-France. Lorsqu'une situation de discrimination est identifiée, l'association met en place un testing judiciaire pour collecter des éléments de preuve et déposer plainte, aux côtés de la victime. Les juristes de l'association, accompagnés de bénévoles formés, assurent les permanences et le suivi des victimes, et les avocats bénévoles de l'association, réunis au sein du commission spéciale, réalisent les démarches judiciaires et représentent l'association devant les tribunaux.

2/ Former les professionnels aux pratiques non discriminatoires, en Ile-de-France, qu'il s'agisse des

entreprises dans le domaine de l'emploi ou des acteurs du logement. Cette action consiste à contacter les entreprises pour lesquelles, via les victimes rencontrées, un signalement a été effectué, ou qui souhaitent s'engager en faveur d'une politique de lutte contre les discriminations. Une offre de formation sur mesure leur est proposée afin de répondre aux mieux à leur réalité et leurs besoins.

3/ Sensibiliser les personnes exposées aux risques discriminatoires en leur permettant d'identifier les situations auxquelles ils pourraient être confrontés et d'y répondre en utilisant les outils et interlocuteurs à leur disposition. Ces sensibilisations peuvent être organisées dans des entreprises pour les salariés, dans des établissements d'enseignement supérieur, auprès des jeunes en service civique, dans les clubs sportifs...

1000 bénéficiaires directs sont estimés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	2 000,00	1,47%
Achats non stockés de matières et fournitures	1 500,00	1,11%
Locations	7 025,00	5,18%
Charges locatives	1 088,00	0,80%
Assurance	254,00	0,19%
Documentation générale et technique	325,00	0,24%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 150,00	6,75%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	1,11%
Transports, déplacements, missions	2 450,00	1,81%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 325,00	2,45%
Frais de personnel	106 983,00	78,90%
Total	135 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère Intérieur	27 000,00	19,91%
Ministère de la Justice	48 600,00	35,84%
Région Ile-de-France	50 000,00	36,87%
Ville de Paris	10 000,00	7,37%
Total	135 600,00	100,00%

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT RENFORCE

N°2023-318-02

Dossier n°23006826

Au titre du Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **FONDATION LE REFUGE**

dont le statut juridique est : Fondation

N° SIRET : 449631035 00044

Code APE : 94.99Z

dont le siège social est situé au : 75 PLACE D'ACADIE 34000 MONTPELLIER

ayant pour représentant Monsieur Michel SUCHOD, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement » adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR100-16 modifiée du 22 septembre 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir la FONDATION LE REFUGE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe à la présente convention : développer un accompagnement juridique et social destiné aux jeunes LGBT+ qui se trouvent dans une situation d'exclusion (référence dossier n°23006826).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 31,14 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 160 551,65 €, soit un montant maximum de subvention de 50 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de subvention ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 40 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Cette demande d'avance peut être effectuée dans la limite de 40% de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Il est précisé, pour tous les bénéficiaires, que le compte-rendu d'exécution narratif devra détailler la réalisation de l'action : le mode d'évaluation et les indicateurs utilisés, la méthodologie appliquée pour atteindre l'objectif attendu, les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires directs et indirects, et une évaluation de son impact. Ce compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos

témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom...).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1 janvier 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2023-318 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France
La Cheffe du service Jeunesse, Citoyenneté et Lutte contre les discriminations du
Pôle des Politiques Sportives, de Santé, de Solidarité et de Sécurité

Madame Catherine BRUN

Le

Le bénéficiaire
FONDATION LE REFUGE
Monsieur Michel SUCHOD, Président

DOSSIER N° 23006826 - Accompagnement juridique et social de jeunes LGBT+ en situation d'exclusion

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 933-341-65748-134001-300

Action : 13400101- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	160 551,65 € TTC	31,14 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION LE REFUGE
Adresse administrative : 75 PLACE D'ACADIE
34000 MONTPELLIER
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Michel SUCHOD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer un accompagnement juridique et social destiné aux jeunes LGBT+ qui se trouvent dans une situation d'exclusion

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à développer un accompagnement juridique et social destiné aux jeunes LGBT+ qui se trouvent dans une situation d'exclusion. Il a deux objectifs principaux :

1/ Offrir un soutien social aux jeunes victimes de LGBTphobies qui ont été exclus de leur domicile familial, afin de les aider à devenir autonomes. Cet accompagnement social comprendra également une dimension de "bien-être", un soutien à la réinsertion sociale et un accompagnement thérapeutique.

2/ Fournir un soutien juridique pour toutes les démarches dont les jeunes pourraient avoir besoin, telles que l'accès à une pension alimentaire demandée auprès d'un parent, des conseils juridiques divers, voire des conseils sur le changement d'état civil pour les jeunes majeurs trans. L'association pourra également se constituer partie civile dans le cadre de procès ou d'affaires juridiques extérieures à son propre domaine d'intervention.

85 bénéficiaires directs sont estimés.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- PARIS
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières et fournitures	4 500,00	2,80%
Fournitures d'entretien - petit équipement	2 500,00	1,56%
Locations	8 500,00	5,29%
Entretien et réparations	1 000,00	0,62%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	26 476,00	16,49%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	0,93%
Transports, déplacements, missions	3 000,00	1,87%
Rémunération des personnels et charges	113 075,45	70,43%
Total	160 551,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS	20 000,00	12,46%
Région Ile-de-France	50 000,00	31,14%
Fondation Julienne Dumestre	10 000,00	6,23%
Collectes	80 551,65	50,17%
Total	160 551,65	100,00%

ANNEXE 3 - Fiche projet "Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants"

DOSSIER N° 23006806 - Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants victimes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 933-341-65748-534001-300

Action : 534001016- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	16 000,00 € TTC	37,50 %	6 000,00 €
Montant total de la subvention			6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF92 SUD CENTRE INFORMATION
DROITS DES FEMMES ET FAMILLES
HAUTS SEINE SUD

Adresse administrative : 55 AVENUE JEAN JAURES
92140 CLAMART

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Lucile GOLDSCHMIDT LEBRUN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants victimes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet la lutte contre les violences faites aux femmes et l'accompagnement des femmes dans l'accès à leurs droits.

Le projet vise à fournir une prise en charge globale des femmes victimes et de leurs enfants co-victimes :

- Permanence juridique dédiée (3 heures par semaine) : accompagnement spécifique dans l'accès aux droits pour les femmes victimes de violences ;
- Permanence de soutien psychologique (3 heures par semaine) ;
- Permanence dédiée aux femmes victimes de violences conjugales et aux enfants co-victimes : accompagnement des mères dans leur parentalité face aux violences dont elles sont victimes.

Ces permanences seront assurées par une juriste spécialisée et une psychologue.

Le nombre de bénéficiaires directs du projet est estimé à 100.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES/Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et égalité femmes-hommes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats fournitures d'entretien et de petit équipement	90,00	0,56%
Achats de fournitures	120,00	0,75%
Documentation	540,00	3,38%
Honoraires et prestations	180,00	1,13%
Déplacements, missions et réceptions	240,00	1,50%
Rémunération des personnels	10 770,00	67,31%
Charges sociales	4 060,00	25,38%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	6 000,00	37,50%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes EVARS	4 000,00	25,00%
Commune de Clamart	6 000,00	37,50%
Total	16 000,00	100,00%